

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 99 — 687

[S — C — 99/29116]

4 JANVIER 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française créant, à titre expérimental, l'enseignement en alternance au niveau du troisième degré et des septières années, désignant les établissements d'enseignement secondaire autorisés à participer à l'expérience, et organisant les dispositions qui sanctionnent les études et en garantissent le niveau

Le Gouvernement de la Communauté française

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées par l'arrêté du régent du 31 décembre 1949 notamment l'article 6 modifié par les décrets du 5 septembre 1994 et du 17 juillet 1998 et l'article 10 modifié par les décrets du 5 septembre 1994, du 24 juillet 1997 et du 17 juillet 1998;

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement notamment les articles 6 et 24;

Vu le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement à horaire réduit, notamment l'article 11bis introduit par le décret du 17 juillet 1998 et l'article 30 modifié par les décrets du 18 mars 1996 et du 17 juillet 1998;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, notamment l'article 49;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire notamment l'article 17 modifié par l'arrêté de l'exécutif du 30 août 1989 et l'arrêté du gouvernement du 15 juillet 1996, l'article 18 modifié par l'arrêté royal du 1er juin 1987, l'arrêté de l'exécutif du 30 août 1989 remplacé par l'arrêté du gouvernement du 19 juillet 1993 et par l'arrêté du gouvernement du 15 juillet 1996, l'article 25 modifié par l'arrêté du gouvernement du 24 avril 1995 et l'arrêté du gouvernement du 15 juillet 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 3 septembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 septembre 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 octobre 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'enfance et de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 4 janvier 1999,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique à l'enseignement à horaire réduit qui est dispensé à raison de 600 périodes de 50 minutes réparties sur quarante semaines par an aux élèves réguliers inscrits dans les orientations d'études correspondant aux options de base groupées du répertoire actualisé, et qui est organisé conformément aux articles 11bis et 30 du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement à horaire réduit dans les établissements sièges d'un Centre d'Education et de Formation en Alternance ou dans les établissements coopérants, cités dans l'annexe du présent arrêté.

Le cycle supérieur de l'enseignement à horaire réduit organisé conformément aux dispositions du premier alinéa est appelé ci-après l'enseignement en alternance.

Cet enseignement comprend d'une part la première et la deuxième années d'études du niveau secondaire supérieur de l'enseignement secondaire professionnel à horaire réduit appelées respectivement cinquième année professionnelle en alternance et sixième année professionnelle en alternance, et d'autre part les septières années visées à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2. Dans l'enseignement en alternance, après la sixième année professionnelle en alternance, peut être organisée une septième année, soit :

1° une septième année technique de qualification de l'enseignement en alternance, comprenant au moins quatre périodes hebdomadaires de formation générale y compris la formation personnelle et sociale, et éventuellement la formation à la communication dans une langue étrangère;

2° une septième année professionnelle A de l'enseignement en alternance;

3° une septième année professionnelle B de l'enseignement en alternance, comprenant au moins dix périodes de formation générale y compris la formation personnelle et sociale, et éventuellement la formation à la communication dans une langue étrangère.

Art. 3. La septième année technique de qualification de l'enseignement en alternance et la septième année professionnelle A de l'enseignement en alternance visées à l'article 2, 1° et 2°, sont sanctionnées par un certificat de qualification.

La septième année professionnelle B de l'enseignement en alternance visée à l'article 2, 3°, est sanctionnée par un certificat de qualification et par le certificat d'enseignement secondaire supérieur susceptible d'homologation.

Art. 4. Peuvent être admis comme élèves réguliers en sixième année professionnelle de l'enseignement en alternance visée à l'article 1^{er} :

a) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la cinquième année professionnelle de l'enseignement en alternance dans la même orientation d'études ou dans une orientation d'études correspondante;

b) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la cinquième année de l'enseignement professionnel de plein exercice dans la même orientation d'études ou dans une orientation correspondante;

c) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la cinquième année de l'enseignement technique de qualification de plein exercice dans une orientation d'études qui correspond à celle de la sixième année professionnelle dans l'enseignement en alternance;

d) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit au cycle supérieur dans l'enseignement secondaire de type II, la cinquième année de l'enseignement technique ou professionnel dans une section qui correspond à l'orientation d'études de la sixième année professionnelle dans l'enseignement en alternance.

Art. 5. Sans préjudice des dispositions de l'article 7, peuvent être admis comme élèves réguliers dans la septième année technique de qualification de l'enseignement en alternance visée à l'article 2 :

a) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la sixième année de l'enseignement secondaire technique de plein exercice;

b) les élèves qui ont terminé avec fruit la septième année de l'enseignement secondaire professionnel de plein exercice visée à l'article 4, § 1^{er}, 6^e, de l'arrêté royal du 29 juin 1984;

c) les élèves qui ont terminé avec fruit la septième année professionnelle B de l'enseignement en alternance.

Art. 6. Sans préjudice des dispositions de l'article 7, peuvent être admis comme élèves réguliers dans la septième année professionnelle A de l'enseignement en alternance ou dans la septième année professionnelle B de l'enseignement en alternance visées à l'article 2 :

a) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la sixième année professionnelle de l'enseignement en alternance;

b) les élèves qui ont terminé avec fruit la sixième année de l'enseignement secondaire de plein exercice.

Art. 7. A l'entrée de la septième technique de qualification de l'enseignement en alternance, de la septième professionnelle A de l'enseignement en alternance et de la septième professionnelle B de l'enseignement en alternance, sont exclus les passages d'une orientation d'études de l'enseignement de plein exercice de type I ou de type II vers une orientation d'études non correspondante de l'enseignement en alternance.

Toutefois, pour des raisons particulières et pour des cas individuels, le Ministre peut déroger aux conditions de l'alinéa 1^{er}.

Art. 8. Un élève termine avec fruit la cinquième année professionnelle de l'enseignement en alternance s'il est jugé capable de poursuivre des études en sixième année professionnelle de l'enseignement en alternance dans la même orientation d'études ou dans une orientation correspondante.

L'élève qui termine avec fruit la cinquième année professionnelle de l'enseignement en alternance reçoit une attestation A sur laquelle est stipulé que l'élève a terminé l'année avec fruit.

Art. 9. Un élève termine avec fruit la sixième année professionnelle de l'enseignement en alternance, la septième année technique de qualification de l'enseignement en alternance ou la septième année professionnelle A de l'enseignement en alternance s'il a satisfait à l'ensemble de la formation de ladite année et s'il a obtenu son certificat de qualification.

Art. 10. Un élève termine avec fruit la septième année professionnelle B de l'enseignement en alternance si ayant satisfait à l'ensemble de la formation de ladite année et ayant obtenu son certificat de qualification, il est jugé capable de poursuivre ses études dans au moins un des enseignements supérieurs de plein exercice.

Art. 11. Le certificat d'enseignement secondaire supérieur susceptible d'homologation est délivré aux élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la septième année professionnelle B de l'enseignement en alternance.

La commission d'homologation, lorsqu'elle examine les certificats d'enseignement secondaire supérieur visés à l'alinéa 1^{er}, vérifie également si l'admission en cinquième et sixième années professionnelles de l'enseignement en alternance est régulière.

Art. 12. Au terme de la sixième année professionnelle de l'enseignement en alternance, le certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel visé à l'article 24, § 3, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 est délivré aux élèves qui ont terminé ladite année avec fruit.

Art. 13. Dans l'attente de la définition des compétences et des savoirs visés aux articles 35 et 39 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions de l'enseignement, chaque année scolaire, pour le 15 octobre, le chef de l'établissement-siège et, le cas échéant, le chef de l'établissement coopérant pour chacune des orientations d'études visées dans l'annexe du présent arrêté soumettent au Ministre ayant en charge l'enseignement via la Direction générale de l'enseignement obligatoire les dispositions mises en œuvre pour assurer le niveau des études et satisfaire ainsi à l'exigence de l'article 49 dudit décret.

Les dispositions visées au premier alinéa comprennent la liste des compétences et des savoirs à construire par les élèves dans chaque année scolaire concernée par l'expérience et la description des structures pédagogiques mises en place pour assurer de manière identique les objectifs de formation via la formation en alternance notamment pour l'organisation des épreuves à caractère sommatif.

Pour la formation générale y compris sociale et personnelle sont concernés dans l'enseignement organisé par la Communauté française les cours de français, d'histoire et de géographie, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, les cours de français, de questions d'actualité, de formation humaine, sociale et familiale, les cours de sciences humaines. Pour tous les établissements, est aussi obligatoire le cours de mathématique chaque fois que cette discipline est imposée par l'option groupée du plein exercice correspondant au profil de formation poursuivi dans l'enseignement en alternance.

L'objectif d'atteindre un niveau identique de formation n'implique pas la reproduction des cours de l'enseignement de plein exercice. Les cours de la formation générale y compris la formation sociale et personnelle et les cours préparant à l'exercice d'une profession pourront se donner de façon intégrée pour valoriser toute l'expérience acquise par le jeune en entreprise. Les programmes et les méthodes pédagogiques sont de la compétence des pouvoirs organisateurs concernés.

Art. 14. Les établissements qui transforment une option de base groupée dans l'enseignement de plein exercice en formation en alternance dans le cadre du présent arrêté peuvent demander la suspension de l'option de plein exercice pendant deux ans.

Art. 15. Au § 1^{er}, 2^e, de l'article 17 de l'arrêté royal du 29 juin 1984 modifié par arrêté royal du 3 juillet 1985, complété par arrêté du Gouvernement du 15 juillet 1996, après les mots « Les élèves qui ont terminé avec fruit la sixième année d'études de l'enseignement secondaire » sont ajoutés les mots « et les élèves qui ont terminé avec fruit la sixième année professionnelle de l'enseignement en alternance tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 janvier 1999 ».

Art. 16. A l'article 18 du même arrêté royal, après les mots « Les élèves qui ont terminé avec fruit la sixième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel » sont ajoutés les mots « et les élèves qui ont terminé avec fruit la sixième année professionnelle de l'enseignement en alternance tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 janvier 1999 ».

Art. 17. A l'article 25 du même arrêté royal, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, le 2^e est complété par les mots « ou la sixième année professionnelle de l'enseignement en alternance tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 janvier 1999 »;

2° au § 3, après les mots « visés au § 2 », sont ajoutés « 1^e et 2^e » : dans le même § est ajouté un troisième alinéa rédigé comme suit « La commission d'homologation, lorsqu'elle examine les certificats d'enseignement secondaire supérieur visés au § 2, 2^e, vérifie également si l'admission en cinquième et sixième années professionnelles de l'enseignement en alternance tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 janvier 1999, est régulière ».

Art. 18. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} septembre 1998.

Bruxelles, le 4 janvier 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Annexe

Enseignement de la Communauté française

NOM ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT	ETABLISSEMENT SIEGE	PROFIL DE FORMATION	ANNEES D'ETUDES CONCERNEES DANS L'ENSEIGNEMENT EN ALTERNANCE
Institut technique Madeleine Jacquemotte avenue Permeke 2, 1140 Bruxelles	Idem	travaux publics et construction	7 T Q d'alternance
Insutut Technique de la Communauté française Centre Ardenne avenue Herbotin, 6800 Libramont	Idem	travaux de bureau vente - étalage	5e année P d'alternance 5e année P d'alternance
Athenee royal de Visé rue du Gollet 2, 4600 Visé	Idem	mécanique - garage vente - étalage parachèvement du bâtiment soins de beauté cuisine et restaurant de collectivité	5e année P d'alternance 5e année P d'alternance 5e année P d'alternance 5e année P d'alternance 5e et 6e années P d'alternance

Enseignement communal et provincial

NOM ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT	ETABLISSEMENT SIEGE	PROFIL DE FORMATION	ANNEES D'ETUDES CONCERNEES DANS L'ENSEIGNEMENT EN ALTERNANCE
I.P.E.S. Ath rue Paul Pastur 11, 7800 Ath	Idem	imprimerie menuiserie soudage	5e année P d'alternance 5e année P d'alternance 5e année P d'alternance

NOM ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT	ETABLISSEMENT SIEGE	PROFIL DE FORMATION	ANNEES D'ETUDES CONCERNEES DANS L'ENSEIGNEMENT EN ALTERNANCE
Lycée Maurice Herlémont rue Paul Pastur 1, 7100 La Louvière	Idem	électricité	5e année P d'alternance
Institut de coiffure et de bioesthétique rue des Pitteurs 31, 4020 Liège	Idem	parachèvement du bâtiment installation en chauffage central	5e année P d'alternance 5e année P d'alternance
Centre Henri Dunant rue Vandervelde 28, 6030 Marchienne-au-Pont	Idem	vente - étalage mécanique garage	5e année P d'alternance 5e année P d'alternance
Ecole polytechnique rue Colard Trouillet 48, 4100 Seraing	Idem	électricité	5e année P d'alternance

Enseignement subventionné libre

NOM ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT	ETABLISSEMENT SIEGE	PROFIL DE FORMATION	ANNEES D'ETUDES CONCERNEES DANS L'ENSEIGNEMENT EN ALTERNANCE
Insutut technique libre rue de l'industrie 18, 7800 Ath	Institut d'enseignement technique Saint-Eloi Tour Saint-Pierre 9, 7900 Leuze	maintenance des systèmes automatisés industriels	7 T Q d'alternance
Institut d'enseignement technique Sainte-Marie boulevard du Midi 161, 6140 Fontaine-l'Evêque	Idem	mécanique : montage entretien mécanique industrielle	5e et 6e années P d'alternance 7 P d'alternance
Institut Don Bosco rue des Wallons 59, 4000 Liège	Idem	imprimerie - arts graphiques constructions métalliques soudage	5e et 6e années P et 7 P d'alternance 5e et 6e années P et 7 P d'alternance
Collège technique Saint-Henri avenue royale 50, 7700 Mouscron	Idem	coiffure auxiliaire familiale et sanitaire vente - étalage hôtellerie restauration	5e et 6e années P d'alternance 5e et 6e années P d'alternance 5e et 6e années P d'alternance 5e et 6e années P d'alternance
Communauté éducative Saint-Jean-Baptiste rue du Collège 27, 5060 Tamines	Idem	constructions métalliques soudage	5e année P et 7 P d'alternance
Institut de la Sainte-Famille rue de Montmedy 2, 6760 Virton	Institut des Arts et Métiers Pierrard 112, 6760 Virton	spécialisation en bio-esthétique et gestion d'un institut de beauté	7 T Q d'alternance
Institut des Arts et Métiers Pierrard 112, 6760 Virton	Idem	technicien dessinateur en DAO	7 T Q d'alternance
Collège technique Saint-Jean rue du Pont du Christ 48, 1300 Wavre	Institut d'enseignement technique de Wavre rue du Pont Saint-Jean 48, 1300 Wavre	électricité industrielle cuisines de collectivités	5e et 6e années P d'alternance 5e et 6e années P d'alternance

VERTALING
MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 687

[S — C — 99/29116]

4 JANUARI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot instelling bij wijze van experiment van het alternerend onderwijs op het niveau van de derde graad en de studies van het zevende jaar, tot aanwijzing van de inrichtingen voor secundair onderwijs die toelating hebben gekregen om deel te nemen aan het experiment en tot vaststelling van de bepalingen die de studies bekrachtigen en het niveau ervan waarborgen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wetten op de toekenning van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd bij het besluit van de Regent van 31 december 1949, inzonderheid op artikel 6 gewijzigd bij de decreten van 5 september 1994 en 17 juli 1998 en op artikel 10 gewijzigd bij de decreten van 5 september 1994, 24 juli 1997 en 17 juli 1998;

Gelet op de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inzonderheid op de artikelen 6 en 24;

Gelet op het decreet van 3 juli 1991 houdende regeling van het onderwijs met beperkt leerplan, inzonderheid op artikel 11bis ingevoegd bij het decreet van 17 juli 1998 en artikel 30, gewijzigd bij de decreten van 18 maart 1996 en 17 juli 1998;

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, inzonderheid op artikel 49;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de regeling van het secundair onderwijs, inzonderheid op artikel 17, gewijzigd bij het besluit van 30 augustus 1989 van de Executieve en het besluit van 15 juli 1996 van de Regering, artikel 18 gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 juni 1987, het besluit van 30 augustus 1989 van de Executieve, vervangen door het besluit van 19 juli 1993 van de Regering en het besluit van 15 juli 1996 van de Regering, artikel 25 gewijzigd bij het besluit van 24 april 1995 van de Regering en het besluit van 15 juli 1996 van de Regering;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 september 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 14 september 1998;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 26 oktober 1998, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie;

Gelet op de beraadslaging van 4 januari 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op het onderwijs met beperkt leerplan dat aan de regelmatig ingeschreven leerlingen gegeven wordt naar rata van 600 periodes van 50 minuten gespreid over veertig weken per jaar in studie-oriënteringen die overeenstemmen met de gegroepeerde basisopties van het geactualiseerd repertorium en dat georganiseerd wordt overeenkomstig de artikelen 11bis en 30 van het decreet van 3 juli 1991 houdende regeling van het onderwijs met beperkt leerplan in de inrichtingen die de zetel zijn van een Centrum voor alternerend onderwijs en vorming of in de samenwerkende inrichtingen, waarvan sprake in de bijlage bij dit besluit.

De hogere cyclus van het onderwijs met beperkt leerplan, georganiseerd overeenkomstig de bepalingen van lid een, wordt hierna het alternerend onderwijs genoemd.

Dit onderwijs omvat, enerzijds, de eerste en tweede studiejaren van het hoger secundair niveau van het secundair beroepsonderwijs met beperkt leerplan, respectievelijk het vijfde alternerend jaar beroepsstudies en zesde alternerend jaar beroepsstudies genoemd, en, anderzijds, de zevende studiejaren bedoeld bij artikel 2 van dit besluit.

Art. 2. In het alternerend onderwijs, na het zesde alternerend studiejaar beroepsonderwijs mag er een zevende jaar ingericht worden, te weten :

1° een zevende technisch kwalificatiejaar in het alternerend onderwijs, waarin ten minste vier wekelijkse lestijden algemene vorming zijn vervat, met inbegrip van de persoonlijke en sociale opleiding, en eventueel de opleiding tot de communicatie in een vreemde taal;

2° een zevende jaar beroepsonderwijs A in het alternerend onderwijs;

3° een zevende jaar beroepsonderwijs B in het alternerend onderwijs, dat ten minste tien lestijden algemene vorming omvat, met inbegrip de persoonlijke en sociale opleiding, en eventueel de opleiding tot de communicatie in een vreemde taal.

Art. 3. Het zevende technisch kwalificatiejaar in het alternerend onderwijs en het zevende jaar beroepsonderwijs A in het alternerend onderwijs bedoeld bij artikel 2, 1° en 2°, worden bekrachtigd door een kwalificatiebewijs.

Het zevende jaar beroepsonderwijs B in het alternerend onderwijs bedoeld bij artikel 2, 3°, wordt bekrachtigd door een kwalificatiebewijs en het bewijs van hoger secundair onderwijs dat kan gehomologeerd worden.

Art. 4. Kunnen als regelmatig ingeschreven leerlingen tot het zesde jaar beroepsonderwijs van het bij artikel 1 bedoeld alternerend onderwijs toegelaten worden :

a) de regelmatig ingeschreven leerlingen die met vrucht het vijfde jaar beroepsonderwijs in het alternerend onderwijs in dezelfde studie-oriëntering of in een overeenstemmende studie-oriëntering hebben beëindigd;

b) de regelmatig ingeschreven leerlingen die met vrucht het vijfde jaar beroepsonderwijs met volledig leerplan in dezelfde studie-oriëntering of in een overeenstemmende studie-oriëntering hebben beëindigd;

c) de regelmatig ingeschreven leerlingen die met vrucht het vijfde jaar technisch kwalificatie-onderwijs met volledig leerplan hebben beëindigd in een studieoriëntering die overeenstemt met deze van het zesde jaar beroepsonderwijs in het alternerend onderwijs;

d) de regelmatig ingeschreven leerlingen die in de hogere cyclus van het secundair onderwijs van type II met vrucht het vijfde jaar technisch of beroepsonderwijs bedden beëindigd in een afdeling die overeenstemt met de studie-oriëntering van het zesde jaar beroepsonderwijs in het alternerend onderwijs.

Art. 5. Onverminderd de bepalingen van artikel 7, mogen als regelmatig ingeschreven leerlingen toegelaten worden tot het zevende jaar technisch kwalificatie-onderwijs van het alternerend onderwijs bedoeld bij artikel 2 :

- a) de regelmatig ingeschreven leerlingen die met vrucht het zesde jaar van het secundair technisch onderwijs met volledig leerplan hebben beëindigd;
- b) de regelmatig ingeschreven leerlingen die met vrucht het zevende jaar van het secundair beroepsonderwijs met volledig leerplan bedoeld bij artikel 4, § 1, 6°, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 hebben beëindigd;
- c) de leerlingen die met vrucht het zevende jaar beroepsonderwijs B van het alternerend onderwijs bedden beëindigd.

Art. 6. Onverminderd de bepalingen van artikel 7, mogen als regelmatig ingeschreven leerlingen toegelaten worden tot het zevende jaar beroepsonderwijs A van het alternerend onderwijs of in het zevende jaar beroepsonderwijs B van het alternerend onderwijs bedoeld bij artikel 2 :

- a) de regelmatig ingeschreven leerlingen die met vrucht het zesde jaar beroepsonderwijs in het alternerend onderwijs hebben beëindigd;
- b) de leerlingen die met vrucht het zesde jaar van het secundair onderwijs met volledig leerplan hebben beëindigd.

Art. 7. Bij de aanvang van het zevende jaar technisch kwalificatie-onderwijs in het alternerend onderwijs, van het zevende jaar beroepsonderwijs A in het alternerend onderwijs en van het zevende jaar beroepsonderwijs B in het alternerend onderwijs, worden de overgangen van een studie-oriëntering van het onderwijs met volledig leerplan van het type I of van het type II naar een niet overeenstemmende studie-oriëntering van het alternerend onderwijs uitgesloten.

Om bijzondere redenen en in individuele gevallen, kan de Minister evenwel afwijkingen van de voorwaarden van lid 1 toestaan.

Art. 8. Een leerling beëindigt met vrucht het vijfde jaar beroepsonderwijs van het alternerend onderwijs indien hij bekwaam geacht wordt studies in het zesde jaar beroepsonderwijs in het alternerend onderwijs voort te zetten in dezelfde oriëntering of in een overeenstemmende oriëntering.

De leerling die met vrucht het vijfde jaar beroepsonderwijs in het alternerend onderwijs beëindigt, ontvangt een A bewijs waarop vermeld staat dat de leerling het jaar met vrucht heeft beëindigd.

Art. 9. Een leerling beëindigt met vrucht het zesde jaar beroepsonderwijs van het alternerend onderwijs, het zevende jaar technisch kwalificatie-onderwijs van het alternerend onderwijs of het zevende jaar beroepsonderwijs A van het alternerend onderwijs indien hij voldaan heeft aan de volledige vorming van bedoeld jaar en indien hij zijn kwalificatiebewijs ontvangen heeft.

Art. 10. Een leerling beëindigt met vrucht het zevende jaar beroepsonderwijs B van het alternerend onderwijs indien hij, na voldaan te hebben aan de volledige vorming van bedoeld jaar en zijn kwalificatiebewijs ontvangen te heden, bekwaam geacht zijn studies verder te zetten in ten minste een van de hogere onderwissectoren met volledig leerplan.

Art. 11. Het getuigschrift van hoger secundair onderwijs dat kan gehomologeerd worden, wordt uitgereikt aan de regelmatig ingeschreven leerlingen die met vrucht het zevende jaar beroepsonderwijs B in het alternerend onderwijs hebben beëindigd.

Bij het nazien van de getuigschriften van het hoger secundair onderwijs bedoeld bij lid 1, onderzoekt de homologatiecommissie eveneens of de toelating tot het vijfde of het zesde jaar beroepsonderwijs in het alternerend onderwijs volgens de regels werd gegeven.

Art. 12. Op het einde van het zesde jaar beroepsonderwijs in het alternerend onderwijs, wordt het studiegetuigschrift voor het zesde jaar secundair beroepsonderwijs bedoeld bij artikel 24, § 3, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 uitgereikt aan de leerlingen die bedoeld jaar met vrucht hebben beëindigd.

Art. 13. In afwachting van de definitie van de bevoegdheden en de kennis bedoeld bij de artikelen 35 en 39 van het decreet van 24 juli 1997 dat voor elk schooljaar tegen de 15e oktober de prioritaire taken van het onderwijs bepaalt, legt (leggen) het hoofd van de zetel-inrichting en, desgevallend, het hoofd van een medewerkende inrichting via de Algemene Directie Verplicht Onderwijs de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs behoort de bepalingen voor betreffende elke in bijlage van dit besluit bedoelde studieoriëntering, die ingezet worden om het niveau van de studies te verzekeren en om aldus te voldoen aan de vereiste van artikel 49 van bedoeld decreet.

De in lid 1 bedoelde bepalingen omvatten de lijst van de bevoegdheden en kennis die de leerlingen moeten opdoen in elke schooljaar dat betrokken werd bij de proefneming en de beschrijving van de pedagogische structuren die ingesteld werden om op identieke wijze de vormingsobjectieven te verzekeren via de alternerende vorming inzonderheid voor de organisatie van de proeven van optellende aard.

Wat de algemene vorming betreft, met inbegrip van de sociale en persoonlijke, zijn daarbij betrokken in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, de leergangen Frans, geschiedenis en aardrijkskunde, in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, de leergangen Frans, actualiteitsvragen, menselijke, sociale en familiale opleiding, de leergangen menselijke wetenschappen. In al de inrichtingen is men ook verplicht de leergang wiskunde te volgen telkens deze discipline wordt opgelegd door de gegroepeerde optie met volledig leerplan die overeenstemt met het vormingsprofiel dat in het alternerend onderwijs wordt nagestreefd.

De doelstelling een gelijkwaardig vormingsniveau te bereiken houdt niet in dat de leergangen van het onderwijs met volledig leerplan worden gereproduceerd. De leergangen algemene vorming met inbegrip van de sociale en persoonlijke vorming en de leergangen ter voorbereiding op de uitoefening van een beroep mogen op een geïntegreerde wijze gegeven worden om de volledige door de jongere in een onderneming opgedane ervaring te valoriseren. De programma's en de pedagogische methodes vallen onder de bevoegdheid van de betrokken inrichtende machten.

Art. 14. De inrichtingen die een basisoptie gegroepeerd in het onderwijs met volledig leerplan omzetten in een alternerende vorming in het kader van dit besluit mogen gedurende twee jaar de opschorting vragen van de optie met volledig leerplan.

Art. 15. In § 1, 2°, van artikel 17 van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 juli 1985, aangevuld door het besluit van 15 juli 1996 van de Regering, worden na de woorden « De leerlingen die met vrucht het zesde leerjaar van het secundair onderwijs beëindigd hebben » de woorden « en de leerlingen die met vrucht het zesde jaar alternerend beroepsonderwijs beëindigd hebben zoals bepaald in het besluit van 4 januari 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap » gevoegd.

Art. 16. In artikel 18 van hetzelfde koninklijk besluit worden na de woorden « De leerlingen die met vrucht het zesde leerjaar in het beroepssecundair onderwijs beëindigd hebben » worden de woorden « en de leerlingen die met vrucht het zesde studiejaar van het alternerend beroepsonderwijs beëindigd hebben zoals bepaald bij het besluit van 4 januari 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap » gevoegd.

Art. 17. Aan artikel 25 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 wordt 2° aangevuld met de woorden « of het zesde jaar van het alternerend beroepsonderwijs zoals bepaald bij het besluit van 4 januari 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap »;

2° in § 3, na de woorden « bedoeld bij § 2 » worden « 1° en 2° » gevoegd in dezelfde § wordt een lid 3 gevoegd luidend als volgt : « De homologatiecommissie wanneer zij de bij § 2, 2°, bedoelde getuigschriften van het hoger secundair onderwijs nakijkt, ziet ook na of de toelating tot het vijfde en zesde jaar van het alternerend beroepsonderwijs zoals bepaald bij het besluit van 4 januari 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap regelmatig is verlopen ».

Art. 18. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 1998.

Brussel, 4 januari 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX

Bijlage

Onderwijs van de Franse Gemeenschap

BENAMING EN ADRES VAN DE INRICHTING	ZETEL IN RICHTING	VORMINGSPROFIEL	BETROKKEN LEERJAREN IN HET ALTERNEREND ONDERWIJS
Institut technique Madeleine Jacquemotte avenue Permeke 2, 1140 Bruxelles	Idem	openbare werken en bouw	7 K.T. alternerend
Insutut Technique de la Communauté française Centre Ardenne avenue Herbotin, 6800 Libramont	Idem	kantoorwerken verkoop - etalage	5e jaar alternerend B.O. 5e jaar alternerend B.O.
Athenee royal de Visé rue du Gollet 2, 4600 Visé	Idem	mechanica - garage verkoop - etalage voltooiing gebouw schoonheidszorgen keuken en koken voor collectiviteiten	5e jaar alternerend B.O. 5e jaar alternerend B.O. 5e jaar alternerend B.O. 5e jaar alternerend B.O. 5e en 6e jaar alternerend B.O.

Gemeentelijk en provinciaal onderwijs

BENAMING EN ADRES VAN DE INRICHTING	ZETEL IN RICHTING	VORMINGSPROFIEL	BETROKKEN LEERJAREN IN HET ALTERNEREND ONDERWIJS
I.P.E.S. Ath rue Paul Pastur 11, 7800 Ath	Idem	drukkerij schrijnwerkerij laswerk	5e jaar alternerend B.O. 5e jaar alternerend B.O. 5e jaar alternerend B.O.
Lycée Maurice Herlémont rue Paul Pastur 1, 7100 La Louvière	Idem	elektriciteit	5e jaar alternerend B.O.
Institut de coiffure et de bioesthétique rue des Pitteurs 31, 4020 Liège	Idem	voltooiing gebouw installatie centrale verwarming	5e jaar alternerend B.O. 5e jaar alternerend B.O.
Centre Henri Dunant rue Vandervelde 28, 6030 Marchienne-au-Pont	Idem	verkoop - etalage mechanica - garage	5e jaar alternerend B.O. 5e jaar alternerend B.O.
Ecole polytechnique rue Colard Trouillet 48, 4100 Seraing	Idem	elektriciteit	5e jaar alternerend B.O.

Vrij gesubsidieerd onderwijs

BENAMING EN ADRES VAN DE INRICHTING	ZETELINRICH-TING	VORMINGSPROFIEL	BETROKKEN LEERJAREN IN HET ALTERNEREND ONDERWIJS
Insutut technique libre rue de l'industrie 18, 7800 Ath	I n s t i t u t d'enseignement technique Saint-Eloi Tour Saint-Pierre 9, 7900 Leuze	onderhoud van de geäuto-matiseerde nijverheidssyste-men	7 K.T. alternerend
Institut d'enseignement tech-nique Sainte-Marie boulevard du Midi 161, 6140 Fontaine-l'Evêque	Idem	mechanica : montage onderhoud industriële mechanica	5e en 6e jaar alternerend B.O. 7e jaar alternerend B.O.
Institut Don Bosco rue des Wallons 59, 4000 Liè-ge	Idem	drukkerij - grafische kun-sten metaalconstructies laswerk	5e en 6e jaar alternerend B.O. en 7e jaar alternerend B.O. 5e en 6e jaar alternerend B.O. en 7e jaar alternerend B.O.
Collège technique Saint-Henri avenue royale 50, 7700 Mou-scron	Idem	haarkapperij familiale en sanitaire help-ster verkoop - etalage hotelbedrijf restaurantiebedrijf	5e en 6e jaar alternerend B.O. 5e en 6e jaar alternerend B.O. 5e en 6e jaar alternerend B.O. 5e en 6e jaar alternerend B.O.
Communauté éducative Saint-Jean-Baptiste rue du Collège 27, 5060 Tam-ines	Idem	metaalconstructies laswerk	5e jaar B.O. en 7e jaar alter-nerend B.O.
Institut de la Sainte-Famille rue de Montmedy 2, 6760 Virton	Institut des Arts et Métiers Pierrard 112, 6760 Virton	specialisatie in bio-esthetica en beheer van een schoon-heidssalon	7 alternerend T.Q.
Institut des Arts et Métiers Pierrard 112, 6760 Virton	Idem	technicus tekenaar voor tekenen met behulp van een computer	7 alternerend T.Q.
Collège technique Saint-Jean rue du Pont du Christ 48, 1300 Wavre	I n s t i t u t d'enseignement technique de Wavre rue du Pont Saint-Jean 48, 1300 Wavre	industriële elektriciteit koken voor collectiviteiten	5e en 6e jaar alternerend B.O. 5e en 6e jaar alternerend B.O.



N. 99 — 688 (98 — 3234)

[99/29129]

**22 OCTOBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif aux attestations, rapports, certificats et brevets
délivrés au cours des études secondaires de plein exercice. — Errata**

Moniteur belge du 3 décembre 1998, pages 38675 à 38734.

A la deuxième partie de l'annexe 4 de l'arrêté susvisé, page 38684, il convient dans la 4e partie du tableau, de remplacer à la 3e ligne « général » par « professionnel ».

Il en est de même à la deuxième partie de l'annexe 5, page 38686.

A la deuxième partie de l'annexe 6, page 38688, il convient d'ajouter un (2), à la fin de la deuxième ligne constituée d'un pointillé.

A l'annexe 22, page 38707, 6e ligne, il ya lieu d'insérer « l'organisation de » entre « relatif à » et « l'enseignement secondaire ».

A l'annexe 26, page 38711, il y a lieu de supprimer le « (2) » qui suit « certifie que » et d'ajouter une ligne de pointillés terminée par un « (2) » entre la ligne « chef de l'établissement... » et la ligne « né(e) à... ».

A l'annexe 29, page 38714, à la fin du texte, la mention « (La) titulaire » doit être précédée de « Le ».

A l'annexe 31, page 38716, à la 14e ligne, il convient d'ajouter une « , » entre « avec succès » et « devant le jury ».

Aux annexes 41 et 42, pages 38727 et 38728, la dénomination du titre, Brevet d'enseignement professionnel secondaire complémentaire, doit être soulignée.